

Pétition

1900

adressée à Monsieur le Ministre des Colonies
par les Citoyens Français
habitant les îles Tahiti et Moorea (Etablissements
français de l'Océanie).

Papeete, Ile Tahiti, le 1^{er} Septembre 1900.

Monsieur le Ministre.

Depuis longtemps déjà la population européenne et indigène de la Colonie éprouve de grands dommages par la présence dans le pays de plusieurs centaines de Chinois qui, s'augmentant tous les jours, aggrave ces dommages, au point que c'est une calamité publique.

Tous les efforts faits jusqu'à présent par nos représentants auprès des autorités, pour en entraver la progression, ont été stériles. C'est vainement que le Conseil Général des Etablissements, la Chambre de Commerce, le Conseil Municipal de la Ville de Papeete, ont provoqué des mesures afin d'arrêter le mal, et certes s'il n'y est porté remède, il nous faudra bientôt céder la place à ces envahisseurs pour chercher ailleurs notre existence, comme l'ont fait déjà plusieurs colonies et comme se proposent de le faire quelques uns de nos frères de famille.

Le peuple des Colonies est du moment à la M^{re} Hopale, des distributions de produits et de la porter la main à la poche pour les recevoir. Or, il est bien évident que ces distributions ne peuvent avoir lieu sans que les Chinois ne se fassent leur part, et que par conséquent les Français ne soient lésés.

pués en même temps les Français venus de la Mère Patrie, plus en contact avec les indigènes que ces derniers, les initiant à leurs mœurs plutôt qu'à nos nôtres.

Si donc la France veut faire de Tahiti un pays français, il lui faut absolument donner toute sa protection à ses sujets, lesquels y ont des droits incontestables, en mettant un terme à l'introduction de ces asiatiques dans la Colonie et en les empêchant de monopoliser le Commerce local.

Tous les pays étrangers qui nous entourent, l'Amérique, comme l'Australie et la Nouvelle Zélande, se sont prévenus par des mesures sévères et d'impôts très élevés, contre leur envahissement; aussi à présent accourant ils à Tahiti où la porte leur est grande ouverte et où ils jouissent d'une liberté qu'ils ne trouveraient nulle part ailleurs, tandis que chez eux ils massacrent nos compatriotes et ne donnent accès aux étrangers que dans une très faible portion de leur empire.

Notre Conseil Général, dans ses séances des 2 Août et 3 Décembre 1898, a été davis, à l'unanimité, qu'il y avait lieu de fermer la porte aux Chinois, et, à une forte majorité, a voté une taxe d'immatriculation sur les Chinois résidant dans la Colonie et payant une ou plusieurs patentes et licences.

Cette délibération, soumise au Député-Gouverneur, a été rejetée par un Décret présidentiel du 15 Septembre 1899, après avis du Conseil d'Etat, avis basé sur ce que la taxe proposée visait uniquement les Chinois, et que, dans les conditions actuelles, l'établissement de cette taxe n'en fournissait pas suffisamment justifié.

Il faut entendre de ce décret que, également, les sujets du (Celle Empire) devraient être traités sur la même pied que les autres étrangers habitant notre territoire. Et si, dans une séance sur devant le Sénat où nous met leur présence, il y aurait une majorité pour le décret, ce même décret pourrait faire passer la Chine ne saurait rien objecter puisque,

de par les traités intervenus avec la France, et n'admet nos nationaux chez lui que dans des conditions des plus restrictives.

On ne peut trouver l'explication de l'avis du Conseil d'Etat sur l'insuffisance de justifications de l'établissement de la taxe votée par le Conseil Général, que dans les arguments contenus dans un mémoire adressé le 25 Février 1899 à M. le Gouverneur de la Colonie, par un groupe de Celestes de la localité. Il est fort à présumer que s'il lui avait été présentée la réfutation de ces arguments, son avis eût été bien différent.

Nous joignons à la présente une étude sur "La question Chinoise à Tahiti", de l'un de nos honorables concitoyens, Conseiller Général M. J. Millard, démontrant que tous ces arguments n'étaient au fondement et n'étaient que spécieux.

C'est avec juste raison que nous nous plaignons de l'accaparement du commerce local par les Asiatiques, c'est-à-dire de la fortune du pays, et des dangers de notre promiscuité forcée avec eux, comme l'étude sus-visée l'a fait voir, et comme les chiffres et les explications ci-après le démontrent.

L'Annuaire de Tahiti de 1900 (pages 207 à 216) révèle que les professions du commerce proprement dit de Tahiti et de Moorea se répartissent de la manière suivante :

	Chinois.	Européens et Indigènes.
Amateurs	1	11
Boucliers	1	8
Boulangers	18	14
Cabaretiers	1	10
Café (Marchands de)	41	1
Charcutiers	1	1
Colporteurs	1	4
Commissaire prêtre	1	1
Imprimeurs	1	1

Soueurs en garni	1	1
Marchands de Meubles	1	2
Négociants de 1 ^{re} classe	1	6
— 2 ^e	1	5
— 3 ^e	34	25
— 5 ^e	28	21
Parissiers	15	2
Pharmaciens	1	2
Restaurateurs	5	4
Total.	152	121

Les Chinois, représentant la 35^e partie de la population des deux îles, possèdent donc plus de la moitié des patentes commerciales. En établissant la proportion entre les habitants, dont le nombre, pour ces localités est de 11.882 (Annuaire 1900, pages 188), lequel comprend environ 350 Chinois, on trouve que ceux-ci détiennent plus de 40 pour cent de ses patentes, par rapport à leur nombre, contre 1 pour cent pour les autres habitants.

Et à ceci il faut ajouter que, quoique ne figurant pas parmi les Négociants de 1^{re} et de 2^e classe, dont le seul avantage est de pouvoir vendre de boissons, ils possèdent des comptoirs dont l'importance dépasse de beaucoup la moyenne des autres négociants de leurs classes.

Après avoir débuté par un trafic de marchandises achetées sur place, peu à peu ils sont arrivés à les importer eux-mêmes, au grand mécontentement des Agents des Contributions dont le service a été rendu plus pénible par la surveillance minutieuse qu'il faut exercer sur eux afin de déjouer leurs habiles combinaisons pour éluder les droits d'octroi de mer et de douane.

Quant à l'importance de leur trafic avec les autres îles, on ne peut en donner une idée par eux, toujours à l'étranger, bien entendu. Ils détiennent des habitants de la Colombie.

leur nombre s'accroît constamment. C'est ainsi qu'en 1899 il a augmenté de 36, déduction faite de 9 partants, et de janvier à août 1900, il y en a 27 nouveaux Chinois contre 4 qui ont quitté la Colonie, (Chiffres extraits du Journal Officiel des Etablissements). Et tous, sans exception, venus pour se livrer au Commerce avec d'importants capitaux, et dont le but évident est de s'emparer du commerce encore entre les mains de maisons sérieuses qu'ils finissent probablement par supplanter, comme ils l'ont fait pour le commerce moyen, s'il n'y est pris garde.

En Novembre prochain, au service postal à voile, qui nous est à San Francisco, il va être substitué une ligne de bateaux, à vapeur, nous sommes déjà informés que les Chinois se proposent de se profiler, affluer en grand nombre chez nous ou voudront s'installer ceux qui l'Etat nous rapatrient.

La l'expansion de leur commerce pouvait nous être d'un profit quelconque, certes nous serions mal venus à récriminer, mais bien loin là, il ne nous est que préjudiciable. Tout est concentré entre leurs mains; commis de magasin, surveillants, manœuvres, batteurs, couturiers, garçons de restaurant, etc, etc, c'est à dire le personnel entier que nécessitent leurs opérations est pris parmi leurs conjugués; ils pourvoient eux-mêmes au transport de leurs marchandises et des produits achetés dans les districts. Ils ont leur charbon, leur maréchal-ferrant, leurs charpentiers, etc; rien pour l'Européen et l'Américain.

On voit par là le préjudice qu'ils causent aux humbles ouvriers et employés, en leur volant le travail qu'accroît le trafic commercial. Détour par eux; ils ont une ou deux quelques pauvres familles dont les seuls ressources viennent de leur ouvrage de couture.

Plusieurs fois, on a vu de la concurrence des acheteurs auxquels, sous-entendu, on a vu de la concurrence des acheteurs

D'un poids ou d'une mesure inférieurs à ceux des autres commerçants, ainsi que la preuve a été faite.

Cette situation est donc dommageable aussi bien aux commerçants et aux artisans, qu'aux consommateurs, quant à leurs intérêts.

D'un autre côté, leur présence au milieu de nous est encore des plus préjudiciable au point de vue sanitaire et moral.

Leurs demeures, dont ils font des cloaques infects, sont d'un danger permanent pour la salubrité publique, les mesures de police qu'on prend à cet égard ne parviennent pas à le faire disparaître; ce n'est certes qu'en les localisant qu'on arriverait peut-être à s'en garantir.

Maintes fois à San-Francisco et à Honolulu pour conjurer les épidémies pestilentielles, les Gouvernements de ces pays n'ont pas hésité à prendre les mesures les plus rigoureuses, telles que l'incendie des quartiers entiers habités par les Chinois.

Nous sommes effrayés à la pensée du ravage qu'on commettait ici une épidémie, telle que la peste bubonique, si par malheur elle y était apportée. Les Chinois sont disséminés dans toutes les parties de la ville de Papéete; on en trouve dans chaque district de l'île. Leurs bouges étant le meilleur réceptacle du germe de la maladie, il y aurait impossibilité absolue d'en conjurer l'expansion surtout quand certains demeurent dans la montagne, empoisonnant les rivières de leurs déchets.

Les injures et destructions de vaillie sur pied se commencent. Les Chinois, on n'en découvre qu'un faible nombre par qui les manufactures d'rouler le produit des... l'obtenu à vil prix, se garde

bien de toute dénonciation, encourageant ainsi les indigènes à mal faire.

Assujettis à un impôt annuel de vingt quatre francs, dit des routes, nous y satisfaisons régulièrement. Il n'en est pas de même des Chinois, ils s'y soustraient avec une habileté incroyable. C'est ainsi qu'actuellement 107 d'entre eux ne se sont pas encore acquittés et la majeure partie, en retard déjà de plusieurs années, ne le fera jamais.

Il est bien connu que le Chinois ne s'assimile jamais à d'autres peuples que le sien. Jamais à Tahiti, par exemple, n'a appris notre langue ou l'a fait connaître à ses compatriotes. Son costume, son intérieur, ses usages, sa religion, sont immuables. Ses fréquentations avec l'Européen sont limitées aux questions d'affaires. Son établissement dans le pays est toujours temporaire, dès qu'il y a de l'argent, il retourne dans son pays vivre des rentes qu'il s'est créées avec notre argent.

Le Tahitien, trouvant chez lui une liberté de mœurs compatible avec son indolence, le fréquente assidûment, et en prend les défauts. La paresse, l'astuce, la vie du jeu, la malpropreté, rendant ainsi vains les efforts que nous faisons pour lui inculquer notre civilisation.

Sous ces rapports encore, on peut voir corrélatif est nuisible la présence des Chinois dans la Colonie.

Nos doléances à l'égard de leur envahissement sont partagées par l'unanimité pour ainsi dire des Français venus s'établir dans le pays : seuls quelques très rares égoïstes, bien connus pour leur cupidité qui les portent à toute sorte de fraude pour mettre leur propre intérêt au-dessus de tout, et du patriotisme, leur ont prêté leur concours involontaire.

Malgré eux cependant, nous espérons, Monsieur le Ministre, que mieux fixé sur la situation, vous mettez un terme à cette calamité qui, se prolongeant, serait l'ankauchissement entier des intérêts français dans notre beau pays.

Le danger que présente l'envahissement par les sujets de l'Empire Celeste ayant été reconnu par les pouvoirs Métropolitains, pour l'éviter dans les Colonies qui en étaient menacées, la Cochinchine et Madagascar, de nombreux actes législatifs ont été pris pour y réglementer leur introduction, leur circulation, leur séjour, ils y ont été soumis à une cote personnelle, à un impôt de capitation, à un impôt foncier spécial, etc, etc.

Pourquoi n'en serait-il pas de même à Tahiti qui déjà souffre tant de la complète liberté laissée à un si grand nombre d'étrangers ?

Ceux-ci ne sauraient objecter les traités intervenus entre le Gouvernement Français et l'Empire de Chine. Aucun ne leur assure le droit de séjourner sur notre territoire où bon leur semble. De par ces traités au contraire le leur nous est formé dans sa très-grande partie. La France peut donc, sans le moindre inconvénient, leur interdire une portion quelconque du sien, et certes ce n'est pas au moment où ils séjournent impunément les nôtres, par le fait seul de leur présence sur leur sol, qu'ils seraient fondés à réclamer.

Nous venons en conséquence, Monsieur le Ministre, réclamer la protection que doit le Gouvernement à ses nationaux et lui demander instamment de prendre des mesures énergiques pour arrêter l'invasion chinoise dans la Colonie et mettre un frein à l'agrandissement du commerce local et à leur entrave à notre

Ces mesures on les trouvera sans doute en leur interdisant désormais l'accès du pays ou en ne le leur permettant qu'en payant un très fort droit d'entrée; en les soumettant à un impôt de capitation important; en les assujettissant à des patente fixes à un taux très-élevé, et en leur assignant un quartier spécial.

Cependant, Monsieur le Ministre, que votre puissant appui ne nous fera pas défaut, nous avons l'honneur de vous assurer de notre profond respect.

Ont signé :

M. M. Lagueze, Clerc de notaire, Conseiller Municipal;
Brümschwig, Entrepreneur, Négociant;
Jéhan Victor, Agriculteur;
Malandé, Boucher;
Gaudin, Rentier, Conseiller Municipal;
Guillemy, Jardinier;
Lecraut, Cordonnier;
A. Fernandon, Limonadier;
Antoine, Charcutier;
M. Grand, Comptable, Conseiller Municipal, ex-Conseiller Général;
E. Lepage, Négociant, Boulanger, Conseiller Municipal;
A. L. Gillet, Négociant;
F. Raoult, Commis-Négociant, ex-Conseiller Général;
R. Bonnet, Employé de Commerce;
Perry, Ouvrier Charcutier;
J. Keane, Agriculteur;
Louis Keller, Agriculteur;
Girot, Agriculteur;
G. Lambert, Employé de Commerce.

M. M. Sage,	Agriculteur;
P. Drollet,	Employé de Commerce;
Walker, fils,	-g-
P. Zouch,	-g-
F. Homes,	Dijonnet;
Le Gail,	Mécanicien forgeron;
F. Jauret,	Cordonnier;
Hautogfa,	Menuisier;
G. Spitz,	Supplément Dijonnet;
Gadjea,	Agriculteur;
E. Dangeas,	Employé de Commerce;
Neck Charles,	-g-
Edouard,	-g-
Cimano,	Agriculteur;
W. F. Brodin,	Négociant;
F. Lanciaux,	Employé;
Crangot,	Mécanicien;
Antoine,	Agriculteur;
Butcher Maure,	-g-
Guifford,	Entrepreneur;
A. G. Rolson,	Agriculteur;
J. Jauret,	-g-
Estienneaux Coe,	-g-
H. Harloy,	Publisme;
L. Chézy,	Curier;
Le Bihac,	Agriculteur;
A. Lemaire,	Employé de Commerce;

M. M. E. F. Smith,	Employé de Commerce;
Calma a Cai,	Agriculteur;
Chabran,	Restaurateur;
M. H. Hintze,	Marin du Commerce;
E. Froger,	Employé de Commerce;
Genira,	Capitaine de Navire;
A. Parker,	Ouvrier Charpentier;
Pami a Katipa,	Agriculteur;
Lynch,	Toilier;
J. Rasoul,	Employé de Commerce;
Marcus Estall,	-
Timian a Taite,	Agriculteur, viticulteur;
Emile Lory,	Reuteur, et - Conseiller Général;
Pillet, Auguste,	Agriculteur;
G. Golly,	Capitaine de Navire;
H. Chumot,	Employé de Commerce;
E. Aubry,	Boulangier;
J. B. Lee,	Marin du Commerce;
Marchi a Marini,	Agriculteur;
E. Marten,	Employé de Commerce;
P. Lalamb,	Marin du Commerce;
Martinet,	Agriculteur;
Trucha a Topa,	Employé;
Haamoiria a Manastifu,	Agriculteur;
Ch. Hargios,	Ouvrier Charpentier;
Ematai a Enaimaro,	Agriculteur;
Enihia Paul,	
En	

et dirigé
 is le pays
 jours, aggra

crédits.

le la
 u. com. de

M. M. Henry Marchal, Débitant;
 Karambi a Moarii, Agriculteur;
 Tai a Tahiri, -
 Ch. Lemotte, Sacteur;
 J. L. Kennedy, Négociant;
 T. Deane, Ouvrier Charpentier;
 Cimiran a Taurahau, Imprimeur;
 Cavaan a Matakai, Agriculteur;
 Maono a Matakai, Répertoire Horloger;
 G. Brinckfeldt, Boulanger;
 T. Smith, Employé de Commerce;
 J. Sergiss, Ouvrier;
 J. Bourgerousse, Employé de Commerce;
 A. Drollet, -
 Aue a Caiabuc, Agriculteur;
 Francis a Adams, Ouvrier Serrurier;
 D. Smith, Employé de Commerce;
 Unionna a Mahimui, Agriculteur;
 A. H. Lemo, Ouvrier Mécanicien;
 Enpotahi, Agriculteur;
 R. Raoult, Employé de Commerce;
 Ed. Drollet, Débitant, Conseil Général, Président de la Chambre de Com.
 Courcier Tien, Employé;
 Eugébert, Entrepreneur;
 J. Adams, S. V. V.
 Cavaan a Matakai, Agriculteur;
 A. H. Lemo, Entrepreneur, Conseiller privé;
 J. L. Kennedy, Négociant, Adjoint au Maire, Conseil Général,

M. M.	Langomazini,	Député, 2 ^e adjoint au Maire, Ex-Conseiller Général;	
	F. Edilage,	Employé;	
	Comatahi a Comarii,	-4- ; Ex-Conseiller Général;	
	J. Auffray,	Agent-voyer;	
	Comanvinaaverau,	Agriculteur;	
	Coraharoa,	-4- ;	
	Koata a Tiiruan	-4- ;	
	Quon,	Marin du Commerce;	
	E. Fernandon,	Employé de Commerce;	
	P. Hervault,	Négociant, Conseiller Municipal;	
	Quau a Celia,	Agriculteur;	
	Ed. Zinguerlet,	Employé de Commerce;	
	L. Barsagré,	Marin du Commerce;	Estuaries
	E. David,	Employé;	is le pays
	L. David,	-4- ;	jours, aggr.
	A. Peperson,	Marin du Commerce;	
	E. Marchal,	Barbier;	viser
	Pouu a Rereua,	Employé;	
	William Watson,	Marin du Commerce;	
	Moultes,	Comptable, Ex-Conseiller Municipal, ex-Conseiller Général;	
	J. Billand,	Pharmacien, Conseiller Municipal, Conseiller Général;	
	L. Américan,	Entrepreneur;	
	G. Vincent,	Notaire, Conseiller privé;	
	D ^r Davis,	Docteur;	
	J. Brillard,	Député, Conseiller Municipal;	
	Ed. Poiri,	Entrepreneur, Conseiller Municipal;	
	Fictor Sequene,	Charpentier;	
	Emile Sequene,	Ouvrier-Charpentier	

M. M. Blanchard, Forgeron;
 H. M. Armstrong, Peintre;
 Ed. Arger, Boulanger, Pâtisier;
 P. Langlois, Visonier;
 J. Nichols, Ferblantier;
 A. Trinchfield, Employé de Commerce;
 Paul Ganguin, Publiciste;
 E. Jardonnet, Négociant;
 St. J. du Temple, Négociant;
 W. Gooding, Employé de Commerce;
 Garbutt, -ig-;
 Armand, Capitaine Armateur, Ex-Conseiller Général;
 Emile Côté, Agriculteur;
 Coulon, Imprimeur, Conseiller Général, Conseiller Municipal;
 M^{me} M. Lambert, Relieuse;
 L. Parrot, Agriculteur;
 W. Gosselin, Marin du Commerce;
 S. Lelens, -ig-;
 W. J. Hart, Employé de Commerce;
 C. Monel, -ig-;
 H. Rausche, -ig-;
 E. H. Fritch, Négociant;
 H. Monel, -ig-;
 L. Martin, -ig-;
 P. Maunat, Peintre, Agriculteur;
 L. Eddy, Ferblantier;
 J. W. Fitch, -ig-;
 J. W. Fitch, Employé de Commerce;

M. M.	H. Grand,	Employé de Commerce;	
	P. Meunel,	-sf-	
	H. G. Golly,	-g-	
	C. A. F. Ducomrou,	Mécanicien Electricien;	
	Alexandre,	Gardien du Cimetière;	
	P. Abtger,	Débitant;	
	J. Pignon,	Négociant Agriculture;	
	Fagnot,	Agriculteur;	
	William,	-sf-	
	H. Krausor,	-sf-	
	H. Bouvion,	-sf-	
	Le Fergos,	-sf-	
	T. Ceissier,	-sf-	est un
	Guilloux,	-sf-	le pays
	Dillon,	-sf-	pour, en
	Henri Ceissier,	-sf-	
	Ch. Lintz,	Forgeron;	travaux
	H. Wioch,	Négociant agriculture;	
	Marinonget,	Forgeron;	
	F. Brillant,	Agriculteur;	des
	P. Charles,	-sf-	
	E. Hork,	-sf-	
	Marcelle Richman,	-sf-	
	J. E. Parnock,	-sf-	
	Louis Krausel,	-sf-	
	Lalès,	Mécanicien Electricien;	
	Pasquet,	Négociant Agriculture;	
	Bouvier,	Agriculteur;	

M. M.	J. Antonio Lopez,	Agriculteur ;
	A. Farnault,	Négociant Agriculteur ;
	H. Lemaire,	Agronome, Conseiller Municipal, ex. Conseiller Général ;
	Kesk. François,	Agriculteur ;
	G. Lagarde,	-if-
	D. Mayot,	Peintre ;
	Leonard Clark,	Agriculteur ;
	Charles Clark,	-if-
	Cocinohotua,	-if-
	J. Lintze,	Forgeron ;
	Maumel,	Agriculteur ;
	Ch. Reiglor,	Maria du Commerce ;
	Tiafon à Tarn,	Agriculteur ;
	Iuhawa,	-if-
	Punuatua,	-if-
	E. Sommer,	-if-
	A. Goniz,	Coumelter ;
	Dutrenilh,	Forgeron ;
	Séandre Drollet,	Négociant Agriculteur ;
	Pierre André,	Currier Charpentier ;
	Maieha à Taharua,	Agriculteur ;
	L. Duinot,	-if-
	Ronte,	-if-
	A. Roebor,	Maria du Commerce ;
	Coapuna,	Agriculteur ;
	Tahauva,	-if-
	Ba-ava,	-if-
	Ha-hae-roe,	-if-
	Pa-tia,	-if-

M. Cédurina,	Agriculteur;	
E. Pater,	-if-	
Quarac,	-if-	
Cerepo,	-if-	
Hugh Robinson,	-if-	
W. Peckett,	-if-	
M. Peckett,	-if-	
Leon Bac,	-if-	
Walker, Simon,	Négociant;	
H. Robinson,	Agriculteur;	
H. Tambotclair,	-if-	
Alfred Picard,	-if-	et étranger
Joseph Lucas,	-if-	et le pays
Quarac,	-if-	jours, adges
A. Brémont,	-if-	
J. Schartel,	Négociant Agriculteur;	horaires
M. Schartel,	Boulangers;	à domicile
E. Moutrose,	Agriculteur;	Membre
Carreaux. A.	-if-	sur des
H. Schartel,	Négociant Boulangers;	
H. Gifford,	Entrepreneur;	noter
Manc,	Agriculteur;	les
Maurice Fédal,	Membre	
Marcko,	Agriculteur	
Cautuano, Ch. L.		
Céla à Paris		

M. M. Tessa a Tani, Charles,	Agriculteur,
Charles, Hippolyte,	id-
J Charles Rey,	id-
Maurici,	id-
Taatau,	id-
Caatarii,	id-
F. Weissier,	id-
H. Cadoukian,	id-
J. Capnarii,	id-
^{THA} Carqueray,	id-
E. Mâcheteau,	id-
Silvory Jose,	id-
E. Yatin,	Blanchisseur,
F. Cardella,	Boucher, Mare de Sapote, Conseiller Général;
G. Berkaud,	Capitaine Amateur, Négociant;
F. Fernaudon,	Maçon,
Tava a Kape,	Peintre;
H. Desroches,	Boucher;
F. Grelot,	Huissier, Commissaire prisent;
Crutcheva,	Ferguson;
François Robson,	Agriculteur;
P. Robson,	id- ^{id- Gouverneur}
Cemanea P.	id-
Cesaré Chouf	id-

M. G. Terhaeghe, Boucher;
 Petersen, Constructeur de navires;
 C. Bougues, Agriculteur;
 M. Badot, Menuisier;
 B. Artiques, Cultivateur; Agriculteur;
 Faama'a Terafote, Agriculteur;
 Ed. Laurent, -if-
 F. Patte, -if-
 Oronoa Teupotahiti, -if-
 Visiriau a Fenua, -if-
 Ph. Poroi, Charpentier;
 L. Harris, Négociant;
 Louis Drollet, Négociant, Agriculteur;
 Pierre Lahavrague, Agriculteur, Conseiller Municipal, ex-Conseiller d'arrondissement;
 W. F. Walker, fils, Agriculteur;
 G. Gooding, Employé de Commerce;
 M. M. Carthy, Forgeron;
 J. Bouët, Couturier;
 C. A. Osborne, -if-
 A. Bonneau, Restaurateur;
 C. Bonneau, -if-
 C. Cressier, -if-
 J. Goumaz, Négociant;
 J. Van der Veen, -if-
 Fradet,
 B. Evuar,

ne est dirigé

sur le pays

retrouvés

les stériles

Chambre

après des

l'union fructueuse

et notre existence;

indignes

les uns

avec lequel se trouve les

est et de nous, en

Mesdames ^{Fr} Lequerré, Couturière;
Henriette Cassier, -if-
Marie Ceissier, -if-

Pour Copie Conforme:
Le Chef de Bureau du Secrétariat Général.
J. J. Roussier